

(1)

(N^o 47.)

SÉNAT DE BELGIQUE.

SESSION DE 1860-1861.

Premier feuillet des Pétitions.

M. le Comte DE RENESSE BREIDBACH, 1^{er} rapporteur.

N^o 1. — 7 juillet 1860.

1^o Explications provisoires transmises par M. le Ministre des Travaux Publics, sur la requête du sieur Beaulieu, tendante à obtenir une indemnité à raison des pertes subies par lui dans son entreprise des travaux du canal de jonction de la Meuse à l'Escaut, et sur la requête des curateurs à la faillite dudit entrepreneur.

2^o Nouvelles explications transmises par M. le Ministre des Travaux Publics, sur cette requête.

Conclusions du rapport : Dépôt au Greffe.

M. le Baron DE RASSE, 2^e rapporteur.

N^o 2. — Date des pétitions : 15 janvier 1861.

1^o Le sieur Jean-Baptiste Hallet, gendarme en résidence à Visé, réclame diverses mesures à prendre dans l'intérêt du corps de la gendarmerie.

2^o Même requête du sieur Jean-Baptiste Couronné, gendarme en résidence à Verviers.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N^o 3. — Date de la pétition : 24 octobre 1860.

Le Conseil communal d'Aerschot demande que le chemin de fer projeté de Louvain à Herenthals passe par Aerschot.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N^o 4. — Date de la pétition : 6 mai 1860.

Le sieur Parfait Pinget, propriétaire, domicilié à Mariembourg, se plaint des injustices qui se commettent dans cette localité, dans la répartition des contingents de la milice, par le moyen de la prise de domiciles fictifs.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 5. — Date de la pétition : 27 juin 1860.

L'Administration communale de Tournay demande itérativement la construction d'un chemin de fer direct de Lille à Tournay.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N° 6. — Date de la pétition : 16 février 1861.

Le Conseil communal de la ville de Tournay demande la prompte exécution du chemin de fer de Tournay à Lille et de celui d'Hal à Ath.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

M. le Baron BETHUNE, 3^e rapporteur.

N° 7. — Date de la pétition : 5 mars 1860.

Le sieur Haeck, industriel, domicilié à Schaerbeek, demande la présentation d'un projet de loi pour l'organisation du crédit communal, au moyen d'une union du crédit fondée sur des bases analogues à celles de la société de l'Union du crédit de Bruxelles.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 8. — Date de la pétition : 1^{er} mars 1860.

Le sieur Michel Vandervorst, secrétaire de la Commission flamande, se plaint de ce que le Gouvernement ne respecte pas le droit qu'ont les populations flamandes, de faire usage de la langue flamande.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 9. — Date de la pétition : 26 avril 1860.

Les membres de la Société anversoise de *Vluemschen Bonds* demandent que les Flamands soient mis en Belgique sur un pied de parfaite égalité avec les Wallons.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 10. — Date de la pétition : 19 juin 1860.

Le baron Ernalsteen et plusieurs autres pétitionnaires demandent qu'il soit fait droit aux griefs des populations flamandes au sujet de leur langue.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 11. — Date de la pétition : 10 mars 1860.

Les membres de l'administration de la Société *Vlamingen vooruit*, à Bruxelles, se plaignent du peu d'intérêt que donne le Gouvernement aux désirs exprimés par les populations flamandes, et remercient M. le sénateur De Block des paroles qu'il a prononcées en leur faveur.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 12. — Date de la pétition : 20 mai 1860.

Plusieurs habitants de Leeuw-St.-Pierre demandent que les populations flamandes soient traitées par le Gouvernement à l'égal des populations wallonnes.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 13. — Date de la pétition : juin 1860.

Plusieurs habitants de Louvain demandent qu'il soit fait droit aux griefs de la population flamande.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 14. — Date de la pétition : 16 mai 1860.

Plusieurs habitants du hameau du Lize sous Seraing, province de Liège, demandent que ce hameau soit érigé en commune.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 15. — 21 juin 1860.

Explications transmises par M. le Ministre des Travaux Publics, sur la requête du Conseil communal d'Ixelles, demandant que le Sénat intervienne auprès du Gouvernement pour que l'arrêté royal du 11 janvier 1859, approuvant un projet de route-avenue destiné à relier le quartier Louise au bois de la Cambre, soit régularisé et complété conformément aux lois des 8 octobre 1810, 17 avril 1835 et 15 août 1854.

Conclusions du rapport : Dépôt au Greffe.

N° 16. — Date de la pétition : 30 janvier 1861.

Le sieur Dubois demande que le Gouvernement fasse faire des essais de pêche en mer, au moyen d'un appareil de lampe électrique.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.

N° 17. — Date de la pétition : 31 janvier 1861.

Les sieurs Vandamme-Vanden Berghe, Wiane, H. Vanesse et Depoortere se plaignent que la commune de Sainte-Croix-lez-Bruges soit privée de bourgmestre depuis 1855.

Conclusions du rapport : Dépôt au Greffe.

N° 18. — Pétition sans date.

L'Administration communale de Blankenberghe demande l'exécution des travaux destinés à faire du port de Blankenberghe un port de refuge.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

M. le Baron DE LABBEVILLE, 4^e rapporteur.

N° 19. — Date de la pétition : 11 novembre 1860.

Le comité de la Société centrale des combattants de 1830 demande qu'il soit institué une récompense honorifique à l'occasion du 30^e anniversaire de l'Indépendance nationale.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 20. — Date de la pétition : 23 novembre 1860.

Les habitants notables de la commune de Tourinnes-St.-Lambert demandent la suppression des droits de barrière.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 21. — Date de la pétition : 12 décembre 1860.

Le sieur Filleul, domicilié à Pecq, demande à être autorisé à mettre en accusation M. le Ministre de la Justice.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 22. — Date de la pétition : 22 décembre 1860.

Le sieur Roders, négociant à Sart, demande qu'on améliore la position des petits employés et particulièrement de ceux de la douane.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Finances.

N° 23. — Date de la pétition : 31 décembre 1860.

Plusieurs docteurs en médecine, membres du comité permanent du Con-

grès médical, domiciliés à Liège, présentent des observations contre le projet de loi relatif à la police et à la discipline médicales.

Conclusions du rapport : Dépôt au Greffe.

N° 24. — Date de la pétition : 4 avril 1861.

Le Comice du 2^e district agricole du Hainaut demande l'abolition ou au moins la transformation du droit de barrière.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

M. DETHUIN, 5^e rapporteur.

N° 25. — Date de la pétition : 2 décembre 1859.

Le Comité des secrétaires communaux de l'arrondissement de Mons demande qu'il soit pris des mesures pour améliorer la position des secrétaires communaux.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 26. — Date de la pétition : 6 février 1861.

Les secrétaires communaux du canton de Landen demandent une amélioration dans la position des secrétaires communaux.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 27. — Date de la pétition : 14 février 1860.

Des secrétaires des communes du 1^{er} canton de l'arrondissement de Nivelles demandent une amélioration de position.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 28. — Date de la pétition : 17 février 1860.

Marie Scheers, domiciliée à Saint-Josse-ten-Noode-lez-Bruxelles, réclame la succession de Adrien-Joseph-Bonaventure Desrus, dit Delville, dont le Gouvernement s'est emparé à défaut d'héritiers.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 29. — Diverses pétitions.

1° Le sieur Lambert, curé de Leignon, demande une augmentation de traitement.

2° Même requête des curés du canton de Durbuy, province de Luxembourg.

3° Même requête des curés du canton de Metreux, province de Luxembourg.

4° Même requête de plusieurs curés du canton de La Roche.

5° Même requête de plusieurs curés du canton d'Érezée.

6° Même requête des curés du canton de Marche, province de Luxembourg.

7° Même requête des curés du canton de Virton.

8° Même requête des curés du doyenné d'Arlon.

9° Même requête des curés du canton d'Étalle, province de Luxembourg.

10° Même requête des curés du canton de Bastogne.

11° Même requête des curés du canton de Messancy, province de Luxembourg.

12° Même requête des curés du canton de Florenville.

13° Même requête des curés du canton de Couvin, province de Namur.

14° Même requête de plusieurs curés de la province de Luxembourg.

15° Même requête de plusieurs curés du canton d'Havelange, province de Namur.

16° Même requête de plusieurs curés du canton de Ciney.

17° Même requête des curés du canton de Couvin, province de Namur.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 30. — Date de la pétition : 11 avril 1860.

Le Conseil communal de Mechelen, province de Limbourg, demande la construction d'un chemin de fer de Munsterbilsen par Tongres à Liège.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N° 31. — Date de la pétition : 24 septembre 1860.

La dame Lehouque, veuve Havard, demande le rétablissement de la pension qu'elle a perdue en contractant un second mariage.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 32. — Diverses pétitions :

1° Les principaux habitants de Gondregnies demandent la construction des chemins de fer de Louvain à Bruxelles, de Hal à Ath, et de Tournay à la frontière de France, ou tout au moins et par priorité, le chemin de fer de Hal à Ath.

2° Même requête d'un très-grand nombre d'habitants d'Hérinnes.

3° Même requête d'un très-grand nombre d'habitants de Bas-Silly.

4° Même requête de quelques habitants de Quenast.

5° Même requête de quelques habitants de Thoricourt.

6° Même requête de plusieurs habitants d'Hellebecq.

7° Même requête d'un grand nombre d'habitants de Ghislenghien.

8° Même requête d'un très-grand nombre d'habitants de Silly.

9° Même requête d'un grand nombre d'habitants de Marcq.

10° Même requête de plusieurs habitants de Vaulx.

11° Même requête de plusieurs habitants de Biévène.

12° Même requête d'un grand nombre d'habitants d'Hoves.

13° Même requête de quelques habitants de Grandmetz.

14° Même requête de quelques habitants de Baugnies.

15° Même requête d'un très-grand nombre d'habitants d'Ath.

16° Même requête des habitants notables d'Irchonwelz.

17° Même requête d'un grand nombre d'habitants de Tubize.

18° Même requête de quelques habitants de Gibecq.

19° Même requête de quelques habitants de Thieulain.

20° Même requête de quelques habitants de Petit-Enghien.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N° 33. — Diverses pétitions :

1° Le Conseil communal d'Enines réclame la construction d'un chemin de fer reliant Jodoigne aux chemins de fer de Tirlemont et de Gembloux, et demande que le Gouvernement n'accorde pas un minimum d'intérêts à la construction d'un chemin de fer de Namur à Landen.

2° Même requête du Conseil communal de Marilles.

3° Même requête du Conseil communal de Huppaye-Molembais-Saint-Pierre.

4° Mème requête du Conseil communal de Bomal.

5° Mème requête du Conseil communal de Saint-Jean-Geest-Sainte-Marie-Geest.

6° Mème requête du Conseil communal de Dongelberg.

7° Mème requête de l'Administration communale de Mélin.

8° Mème requête de l'Administration communale de Beauvechain.

9° Mème requête de l'Administration communale de Nodebais.

10° Mème requête de l'Administration communale de Saint-Remy-Geest.

11° Mème requête de l'Administration communale de Piétrain.

12° Mème requête de l'Administration communale de Tourinnes-la-Grosse.

13° Mème requête du Conseil communal de Jodoigne.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N° 34. — Date de la pétition : 23 mars 1861.

Le sieur Jules Pire, juge de paix du canton de Couvin, proteste contre la demande des curés de ce canton, tendante à obtenir une augmentation de traitement.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

N° 35. — Date de la pétition : 12 avril 1861.

Le sieur Georges Clermont demande le cours légal non-seulement de la monnaie d'or française, mais de celle de tous les pays qui battront une monnaie conforme.

Conclusions du rapport : Dépôt au Greffe.

N° 36. — Date de la pétition : 23 avril 1861.

Le Comité houiller du Centre demande que le canal de Charleroi soit approfondi et élargi, de façon qu'il soit établi à grande section comme les autres voies navigables du pays.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

M. le Baron VAN DE WOESTYNE D'HERZÈLE, 6^e rapporteur.

N° 37. — Date de la pétition : 20 février 1860.

Plusieurs officiers et combattants de 1830 demandent une récompense honorifique ou pécuniaire.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 38. — Date de la pétition : 22 novembre 1860.

Le sieur Boulard, ancien officier, demande que les officiers pensionnés qui ont fait la campagne de 1830, puissent invoquer le bénéfice de la loi de 1856, alors même qu'ils ne sont pas décorés de la croix de Fer, et signale les inconvénients qui résultent de l'intervention du Département de la Guerre dans les conventions matrimoniales des officiers.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 39. — Date de la pétition : 15 décembre 1860.

Le Comité central des combattants de 1830 demande une récompense civique en faveur des combattants de 1830 non récompensés.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 40. — Date de la pétition : 27 février 1860.

Le sieur Vande Castele demande que le Sénat appuie près du Gouvernement sa demande de faire imprimer, aux frais de l'État, et de faire traduire en langue flamande, une notice dont il est l'auteur, sur les attelages et harnais flamands, perfectionnés par lui.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 41. — Date de la pétition : 1^{er} mai 1860.

Le sieur Charles Varvenne, domicilié à Tournay, demande une pension à titre de secours, comme victime de l'ophthalmie militaire.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N° 42. — Date de la pétition : 23 juillet 1859.

Le Conseil provincial d'Anvers demande qu'une loi consacre le principe d'une indemnité en faveur des propriétaires dont les établissements et les terrains sont grevés de servitudes militaires, ainsi que de tous dommages causés en temps de guerre ou de siège.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

N° 43. — Date de la pétition : 23 janvier 1861.

Le sieur Van Heers de Jesseren, province de Limbourg, signale les inconvénients de la loi de 1830 sur les vices rédhibitoires, au point de vue de la compétence des tribunaux.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 44. — Pétition sans date.

Le sieur A. Poffé, de Bruxelles, demande que la Belgique protège à main armée les chrétiens de la Syrie.

Conclusions du rapport : Dépôt au Greffe.

N° 45. — Date de la pétition : 21 mars 1861.

Le Baron Ernälsteen se plaint des injustices commises à son égard par le Département des Finances.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de Finances, avec demande d'explications.

N° 46. — Date de la pétition : 4 avril 1861.

Le Conseil communal de Velm, province de Limbourg, demande qu'une loi fixe le minimum des secrétaires communaux et répartisse ces traitements entre l'État, les provinces et les communes.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N° 47. — Date de la pétition : 8 avril 1861.

La femme Octavie Filleul, domiciliée à Courtrai, se plaint de la police de Bruxelles.

Conclusions du rapport : Ordre du jour.

N° 48. — Date de la pétition : avril 1861.

Les pilotes de rivière attachés à la station d'Anvers se plaignent d'un arrêté

de M. le Ministre des Affaires Étrangères, en date du 16 mars dernier, qui réduit de 30 à 20 p. c. leur part dans les frais de pilotage.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères, avec demande d'explications.

N° 49. — Date de la pétition : 23 avril 1861.

Le Conseil communal de Termonde demande l'exécution d'un chemin de fer de Terneuzen à Lokeren, où il se reliait au chemin de fer de Dendre-et-Waes.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N° 50. — Date de la pétition : 19 avril 1861.

Le Conseil communal d'Herzele demande que le chemin de fer de Braine-le-Comte à Gand soit concédé à la condition de le faire passer entre Sottegem et Herzele.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N° 51. — Date de la pétition : 23 avril 1861.

Le Conseil communal de Louvain demande l'établissement d'une voie ferrée de Louvain à Herenthals par Aerschot et d'Aerschot à Diest, d'une coupure reliant le canal de Louvain au Demer, à Vechter, un embranchement du canal de la Campine jusqu'à Diest, et enfin un chemin de fer direct de Bruxelles à Louvain, et se plaint de ce que ce dernier se trouve écarté du projet de loi comprenant divers travaux d'utilité publique, récemment présenté à la Législature. Il demande qu'il y soit porté par voie d'amendement.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N° 52. — Date de la pétition : 2 mai 1861.

Le Conseil communal de Spalbeek, province de Limbourg, demande que la section de chemin de fer projetée de Louvain à Diest soit complétée, en la rattachant à Hasselt au chemin de fer hollando-prussien et au moyen d'une section directe de Louvain à Bruxelles.

Conclusions du rapport : Renvoi à la Commission des Travaux Publics.

N° 53. — Date de la pétition : 2 mai 1861.

Les pêcheurs de la Panne demandent une modification à la législation sur la pêche.

Conclusions du rapport : Renvoi à M. le Ministre des Affaires Étrangères.